

REPUBLIQUE FRANCAISE	Dossier n° DP0630032600003
Commune d'AMBERT	Date de dépôt : 20/01/2026 Complété le : 23/01/2026 Demandeur : DELORME Sevrine Pour : Réfection de façade et création d'une ouverture Adresse terrain : 32 bis avenue des Tuileries - 63600 AMBERT

ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune d'AMBERT

Le Maire d'AMBERT,

Vu la déclaration préalable présentée le 20/01/2026 et complétée le 23/01/2026 par Madame DELORME Sevrine demeurant 32 bis avenue des Tuileries – 63600 AMBERT ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la présente demande d'autorisation en date du 03/02/2026 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Réfection de façade et création d'une ouverture ;
- Sur un terrain situé : 32 bis avenue des Tuileries – 63600 AMBERT ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11/03/2021 et modifié le 10/01/2024 ;

Vu le règlement de la zone UB du PLU ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29/10/1975 instituant le périmètre de protection de 500m autour du monument historique de l'Hôtel de Ville, commune d'Ambert ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21/02/1983 instituant le périmètre de protection de 500m autour du monument historique du Tribunal d'instance, commune d'Ambert ;

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 23/01/2026 ;

Considérant que le projet ne précise pas les teintes de l'enduit et de l'ouverture créée ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable DP0630032600003 sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

L'enduit sera de teinte similaire aux autres façades.

La menuiserie créée sera de teinte similaire aux autres menuiseries.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que l'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

AMBERT, le 10 FEV. 2026

**Le Maire,
Guy GORBINET**



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision :

- **dans le mois qui suit la date de sa notification** : il peut saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
- **dans les deux mois qui suivent sa notification** : à cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.